

vrait être, nous avons adopté une politique parfaite ; l'harmonie la plus parfaite règne au sein de la députacion libérale aussi bien que dans le cabinet, et il ne reste plus au gouvernement qu'à se mettre à l'œuvre pour réparer les injustices commises par les administrations passées." Dans ce concert de bonheur et de joie heureuse, j'aimerais beaucoup joindre ma voix à celle du premier ministre, mais, M. l'Orateur, comme tous les membres de cette Chambre, vous êtes vous-même pénétré de ces vérités : il nous faut suivre la loi du progrès ; le Canada est un grand pays dont la condition est variable ; un pays jeune dont on n'a appris à connaître les inépuisables ressources que depuis une vingtaine d'années ; nous avons des concurrents redoutables à nos portes ; la vieille Europe elle-même nous fait concurrence en industrie, en agriculture, en matière artistique, en tout. Avec ce siècle une ère de progrès s'est ouverte qui doit changer notre condition, et, pour nous tenir au niveau des autres peuples, il importe que nous ne restions pas les bras croisés ; il nous faut pousser à la roue, nous rendre compte de notre état de petit peuple dans ce vaste pays ; il nous faut toujours aller de l'avant, faire d'importantes modifications, et nous efforcer, en adoptant une politique dite nationale, de protection suffisante, ou autrement dénommée, de développer ce pays, de former une grande nation et d'accomplir la destinée que la Providence nous a évidemment assignée en nous léguant ce vaste domaine.

M. l'Orateur, après avoir entendu les discours des deux honorables députés qui ont proposé et appuyé l'adresse, doit-on croire que la politique du gouvernement est de nature à donner pleine satisfaction au pays tout entier ? Le premier ministre nous a dit, un peu avant la suspension de la séance, que libre-échangistes et protectionnistes suivent sa lumière ; mais doit-on conclure de ce fait que la satisfaction des hommes d'affaires bien pensants, des cultivateurs et des industriels de ce pays, est tellement grande qu'elle ne laisse pas percer en ce moment un désir ardent de savoir quel est l'élément qui domine au sein ce parti dont le chef reconnaît lui-même les divergences d'opinion en une matière d'importance vitale pour le pays ; de savoir si nous aurons enfin une politique vraiment nationale, ou si l'on va ce contentant de suivre la ligne de conduite que le premier ministre a esquissé en disant que la tâche du gouvernement consiste à concilier, à accorder les doctrines diverses que, de son propre aveu, professent les membres du parti libéral ?

La gauche est exempte de telles dissensions. Je parlerai tout à l'heure de notre politique logique, franche et bien définie, qui, à maintes reprises, a recueilli les éloges de nombre de libéraux aussi bien que ceux de nos propres partisans. Le premier ministre a reconnu que les opinions de ses partisans sont partagées sur l'importante question de la protection. Cet aveu était bien inutile,

car nous connaissons déjà ces dissensions que nous savons être plus profondes que toutes celles que l'on pourrait signaler dans nos rangs. Mon très honorable ami ne rend pas également justice à ceux qui sont en faveur d'un tarif élevé et à ceux qui, à l'instar de certains députés qui siègent sur les banquettes de la gauche, estiment que l'on devrait tendre vers un abaissement des droits douaniers, mettant ainsi nos marchés à la merci de nos concurrents étrangers—et c'est cette dernière politique que nous reprochons à nos honorables amis de la droite.

Des élections partielles viennent d'avoir lieu, M. l'Orateur, et notre parti y a été moins heureux que j'aurais voulu ; mais la province de Québec nous a donné un spectacle qui a dû se répéter ailleurs, un spectacle que le premier ministre met tout à l'honneur du parti qu'il dirige. Dans Argenteuil on a vu les membres du cabinet et leurs partisans batailler énergiquement en faveur de l'abaissement du tarif. Sans l'avoir par devers moi en ce moment, je pourrai bientôt déposer sur le bureau de la Chambre le discours-programme de M. Weir, mon ami, qui dirigeait le bataillon ministériel dans la division électorale d'Argenteuil ; et que disait-il dans cette brochure que l'on a distribuée à profusion dans le comté ? Il y affirmait que le parti libéral est resté fidèle à la politique énoncée par mon honorable ami, le ministre du Commerce, dont il rapportait les propres paroles pour répudier jusqu'au moindre élément protectionniste, pour dénoncer la protection comme étant une politique de vol et de scélérateuse.

À la même époque, dans la division de Maisonneuve, grand centre industriel de Montréal, on a vu l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries se présenter au peuple à la faveur de l'étiquette protectionniste, se déclarant disposé, si on lui en donnait des motifs suffisants, à élever les droits douaniers ; on l'a vu aller frapper à la porte des manufacturiers pour les prier de signer son bulletin afin, disait-il, de faire voir aux industriels et aux ouvriers de cette importante division que le gouvernement s'était engagé à protéger leurs intérêts ; il serait même allé, dit-on—et tout cela dans le but de capter l'appui de ces importants facteurs—jusqu'à écrire des lettres où il s'engageait, au nom du gouvernement, à élever certains droits douaniers. Un peu plus tard, sinon tout à fait en même temps, le ministre des Finances se prononçait dans Yarmouth en faveur d'un tarif moins élevé, en faveur d'un tarif pour les seules fins du revenu ; et au grand banquet offert au candidat libre-échangiste pour célébrer sa victoire, l'honorable député de Guysboro (M. Fraser) a blâmé l'attitude du ministre de la Marine et des Pêcheries et réprouvé la tactique en vertu de laquelle on cherchait, dans la province de Québec, à plaire à ceux qui veulent la résurrection de la politique nationale ; il ajouta que la victoire d'Yarmouth devait déterminer son parti à arborer